PROCES VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DECEMBRE 2012
QUESTIONS AU CONSEIL
GROUPE ETRECHY, ENSEMBLE ET SOLIDAIRES

1. Accessibilité.

L'article L.2143-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT) précise que la Commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées (CCAPH) doit établir un rapport annuel présenté en Conseil municipal, rapport qui doit être transmis au représentant de l'Etat dans le Département, au Président du Conseil général, au Conseil départemental consultatif des personnes handicapées, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport. Quand ce rapport nous sera-t-il présenté ?

Le 26 octobre, vous nous indiquiez «*Pour l'avenir, la Commission devrait être appelée d'une part à constater et valider les réalisations sur site.*». Ne serait-il pas plus pertinent de la consulter en amont des projets et travaux ?

Réponse : Ce rapport n'est pas réalisé à l'heure actuelle. En fait, aujourd'hui, la Ville a missionné un Bureau d'Etudes spécialisé sur cette question, pour réaliser un diagnostic et établir des préconisations. Ce Bureau d'Etudes a rendu un rapport, portant sur la voirie et les bâtiments publics, montrant toutes les non-conformités, et préconisant un certain nombre de mesures correctives, avec une estimation de coûts. Ce rapport a été présenté, je vous le rappelle, en Commission élargie aux représentants de chaque Groupe.

Reste maintenant à formaliser un plan d'actions, autres que celles qui seront systématiquement entreprises dans le cadre des travaux de réfection ou d'entretien.

Lorsque cette étape sera accomplie, le rapport dont vous faites état pourra être rédigé pour une présentation au Conseil.

2. Travaux rue de Gravelle, rue de Vintué.

Sur l'accès principal du quartier du Vintué, de part et d'autre du pont SNCF, deux énormes tranchées réalisées début novembre sur la voie publique rendent la circulation difficile et dangereuse dans ce secteur depuis près d'un mois et demi. Pensez-vous que cette situation soit acceptable ? Qu'avez-vous entrepris pour y remédier ?

Réponse : Les travaux entrepris à cet endroit sont à l'initiative de GRDF, concessionnaire du réseau de distribution du gaz de ville. C'est donc ce Maître d'Ouvrage qui a passé la commande pour des travaux de changement d'un tronçon d'une canalisation, travaux prévus jusqu'au 23 novembre 2013. Il nous est dit qu'ils devraient trouver leur terme le 15 décembre prochain, nous y serons attentifs.

Penser que cette situation soit acceptable ou non reviendrait à être en mesure d'estimer nous-mêmes si le délai accordé à l'entreprise était cohérent ou pas, ce qui induit de connaître très précisément la nature des travaux commandés et les contraintes qui lui sont associées... Je ne dispose pas de ces éléments à ce jour, mais il est évident que je m'en inquiéterai si le délai venait à être encore dépassé.

3. Illuminations de Noël.

Les guirlandes et décorations sont pratiquement toutes installées dans la Grande Rue. Est-ce si difficile d'envisager les choses autrement, avec une mise en valeur des entrées de ville par exemple, sans oublier les quartiers entiers qui n'ont pas la moindre décoration ?

Réponse : Bien évidemment, la Grande Rue, axe commerçant majeur de la commune, est l'artère qui bénéficie le plus de ces décorations. Mais il est déjà fait autrement, à l'instar des décorations qui ont été installées sur la route de Vaucelas, et autres lieux (Rue du Roussay, Salvador Allende, Lavoisier, etc).

4. Terrain en site classé joutant la ferme du Vintué.

Au moment où la Commune s'apprête à reprendre d'autres voies et équipements de la ZAC, qu'en est-il des engagements pris par l'aménageur que vous aviez rappelés en Conseil municipal : remise en état, reboisement et cession à la commune ?

Réponse : Ce terrain doit être remis en état. Dans cette perspective, à chaque fois que nous avons rencontré l'aménageur, nous lui avons rappelé cette obligation qui lui incombe. Nous l'avons même mis en relation avec une entreprise qui s'installe sur la zone, et qui lui a produit un devis pour remettre ce site en état. .

Sur un plan de principe, sachez que nous n'officialiserons pas ces reprises de voies ou d'équipements tant que nous ne disposerons pas de toutes les assurances nécessaires pour la remise en état de ce site. Sur un plan général, nous ne signerons pas tant que nous n'aurons pas en mains l'ensemble des documents nécessaires à la vérification de la conformité des travaux de remise en état (plans de récolement, consuel, etc).